



Le 19 décembre 2011

Communiqué suite au CT du 15 décembre

La police est de mauvaise foi !

Ce premier CT (Comité Technique, ex CTP) était affligé de mauvaise foi et de manipulations de la part de la présidente qui, en usant de son rôle de police dans cette instance de dialogue social, a bien vite relégué aux oubliettes ses belles promesses faites en début de séance concernant la concertation avec les OS... Ainsi l'UNSA et la CFDT ont dû discuter avec la présidente pendant une heure pour parvenir à obtenir simplement un avis du CT, normalement réuni pour ça ! La présidente avait SON avis sur certains sujets, et la concertation n'existait que lorsqu'elle allait dans SON sens !

L'UNSA-ICNA met en garde l'administration sur les risques de crispations liés à ce type de management, et lui demande de remplir son rôle avec justesse et discernement.

Non, les élections n'ont pas rendu meilleures les VRO

L'UNSA-ICNA a souhaité aborder le sujet des VRO lors des suites données aux précédents CTP (il est inscrit dans la PECO 4 qu'un bilan doit être fait par le service exploitation). La présidente, seule, en a décidé autrement, empêchant ainsi l'UNSA d'avoir un avis du CT post élection sur ce **dispositif hâtivement mal négocié**.

D'autre part, ce dispositif aura certainement des conséquences sur l'organisation de notre travail (tour de service, recrutements,...). Toute VRO consommée (qui n'est pas reconnue comme du

temps de travail) démontre clairement que l'équipe peut rendre le service avec moins de personnes. Voilà une belle arme pour l'administration lorsqu'elle décidera de revoir le tour de service et nous sortira les statistiques sur les VRO, comme elle l'a fait pour les prises de congés 2011 (cette année sans conséquence), lors du dernier GT GPSC.

L'UNSA-ICNA préconise donc d'utiliser des récupérations qui compensent réellement des jours travaillés plutôt que des VRO.

L'administration s'assoit sur le premier avis de ce CT !

Cloison entre civils et militaires... une cohabitation forcée

L'UNSA-ICNA et la CFDT ont souhaité un avis du CT sur la pose d'une cloison amovible (un intermédiaire entre « pas de cloison » et cloison). La présidente a démontré une fois de plus sa mauvaise foi en affirmant que la cloison n'avait jamais été prévue. Elle est pourtant dessinée sur le plan accroché au mur de la salle de CT... Après un long échange animé, engagé par l'UNSA-ICNA et la CFDT, pour infléchir cette posture rigide, après une interruption de séance de la présidente embêtée, un vote a enfin eu lieu... L'avis du CT a été unanime : « Dans le cadre du dossier extension du CRNA Ouest, une cloison amovible sera prévue pour séparer les activités de contrôle civile/CER et militaire. ».

Malgré tout, la présidente piétine l'avis des représentants des personnels et décide qu'il n'y

aura aucune cloison. Il ne faudra pas s'étonner que l'objectif d'amélioration des coordinations entre civils et militaires se détériore.

Un passage en force inquiétant

Il y a à peine un an, le rôle donné à l'armée dans le combat social mené par nos collègues espagnols nous interpelle fortement. Ce n'est pas de l'anti-militarisme, ni un jugement des personnels militaires, mais des craintes fondées. Le passage en force de la chef de centre et ses propos (pour l'instant au conditionnel) sur la présence de position de contrôle militaire au milieu des nôtres (CMCC de type 2 expérimenté à Reims), renforcent nos inquiétudes sur le rôle futur de l'armée dans les salles de contrôle.

Mais cela ne s'arrête pas là... vers une cohabitation très serrée !

Enfin décomplexée sur le sujet, la présidente va jusqu'à souligner qu'ainsi, l'implantation de positions de contrôle militaires entre les positions de contrôle civiles en serait simplifiée, tout en nous rassurant : une expérimentation est en cours à ce sujet à Reims

et, le DSNA n'a rien décidé...pour l'instant, sic !

L'UNSA-ICNA est CONTRE l'implantation de positions militaires entre des positions civiles.

Attention à ne pas franchir une ligne rouge que rien n'impose : ni du côté directive européenne, ni du côté feuille de route DIRCAM/DSNA !

Le bilan 2011 et les prévisions 2012

En GT GPSC, l'administration avait tenu des propos rassurants suite à la présentation du bilan ATFCM de 2011, mettant en avant que **les limites structurelles du centre étaient essentiellement responsables de la restriction de l'offre, plus que la gestion des conditions de travail des personnels.** Nous attendions donc de l'administration une projection des solutions opérationnelles à étudier afin d'améliorer notre offre et les gains qui pourraient en être attendus. Eh bien non ! Les seuls propos tenus en CT ont été sur la gestion des personnels : levier d'action bien plus facile à mettre en œuvre. Notre **chef de service annonce que pour l'été 2012, la révision du tour de service n'est pas prévue même si elle reste envisagée pour plus tard !**

L'UNSA-ICNA tient à préciser que la **révision du tour de service n'est pas d'actualité tout court** et a mis en garde l'administration : ses objectifs ne

seront pas atteints s'ils reposent **principalement sur la dégradation des conditions de travail des ICNA.** Il existe bien d'autres leviers pour améliorer la performance du centre (mesures ATFCM comme le level capping, vacation complémentaire, réaménagement de l'espace, ...) mais elle doit y mettre les moyens.

L'été dernier, alors que nous avons été contraints sur nos congés (1 de moins que les étés 2009 et 2008) pour permettre l'ouverture de 18 UCESO, seules 17 l'ont été. Les prévisions de trafic pour l'année prochaine étant similaires à celles de cette année, l'offre du centre reste identique.

L'UNSA-ICNA proposera entre autres au prochain GT GPSC que le 2^{ème} recyclage permette un congé supplémentaire à l'équipe plutôt qu'une offre de capacité (inutile) ; l'offre supplémentaire de capacité intervenant cette fois ci avec le 3^{ème} recyclage.

Terminal SIGMA au meuble chef de salle : en sursis...

L'UNSA-ICNA a souligné que le suivi et la clôture des plans de vol VFR, en temps normal, est extrêmement chronophage. Alors, oser la confier au chef de salle (CDS) et ce, notamment lors de grèves (à savoir à un moment où la charge de travail d'un CDS est extrême), est absolument IRRESPONSABLE, car celui-ci ne pourra remplir correctement cette tâche. L'administration, en s'entêtant sur cette voie, expose délibérément ses CDS à un risque professionnel accru.

Pour l'UNSA-ICNA, la solution consiste à **valoriser le « O » de RPO et former ceux-ci à la clôture des plans de vol sur SIGMA.** Cette proposition ne fait pas écho auprès de notre chef de service qui

rétorque qu'un RPO n'a pas à passer son temps devant un écran SIGMA et ne peut donc pas assurer cette tâche supplémentaire... **L'UNSA-ICNA** considère donc que si un RPO n'est pas en mesure d'assurer cette tâche alors, a fortiori, un CDS (bien plus occupé en tant réel qu'un RPO) le peut encore moins ! Enfin, **L'UNSA-ICNA** a précisé que si l'administration venait à passer en force sur un tel dossier, celle-ci assumerait toutes les conséquences d'un non-déclenchement de phase d'alerte !

La présidente nous a indiqué que ce point avait été remonté à la DO et que la question n'était pas tranchée : un sursis...

Diffusion de l'information

De nouveaux outils

L'UNSA-ICNA, seule OS présente lors des GT diffusion de l'information, a **obtenu** de l'administration **la création en salle de contrôle d'un espace spécialement aménagé comportant :**

un bureau, un téléphone, deux ordinateurs supplémentaires connectés à internet et reliés à une imprimante afin de pouvoir consulter toutes les informations à destination des personnels

(notes de service, d'information, MANEX, réglementation,...) et de pouvoir les imprimer à la demande.

L'administration propose (innocemment ?) de créer une liste de diffusion de volontaires (via les adresses professionnelles @aviation-civile.gouv.fr) souhaitant recevoir les consignes opérationnelles,

note de service,... puisque ces mails sont dorénavant consultables de chez soi (via login et mot de passe). **L'UNSA-ICNA regrette que cette disposition ne fasse pas l'objet d'un accord plus global, car en consultant ces informations de l'extérieur, c'est bien du temps de travail non reconnu par l'administration qui sera effectué.**

La fausse bonne volonté de diffuser de l'information sur le FABEC

L'administration se suffit à diffuser une information en langue anglaise la « newsletter FABEC » dont l'objet est bien d'informer les personnels. Pour **l'UNSA-ICNA** cet objectif est très loin d'être atteint. Nous y voyons deux effets majeurs regrettables. **Les personnels, malgré eux, ne sont au final pas informés** car ils ne lisent pas d'information dans une langue étrangère surtout si cette dernière est longue et concerne des discussions éloignées de leur quotidien. **En ne rendant pas plus accessible ce type d'information** en provenance d'instances de niveau européen, **les agents sont encore plus sceptiques à toutes les**

évolutions décidées par des instances européennes.

Au vu des plaquettes éditées en langues française et anglaise destinées aux visiteurs du centre, nous avons demandé à l'administration du CRNA Ouest de traduire cette lettre puisqu'elle avait des moyens de communication. La réponse a été négative, **notre chef de centre préfère mettre ses moyens d'information pour « vendre » son centre vers l'extérieur plutôt que bien informer ses personnels** sur des sujets qui touchent fortement leur avenir. Elle fera tout de même remonter la demande à la DO.

ERATO...

Suite à l'UOP en nuit du 7 décembre, la DTI livrera le 7 janvier une version permettant de rendre l'environnement électronique EEE compatible avec l'environnement traditionnel « strip papier ». Ceci fera l'objet de nouvelles UOP en nuit prévues en semaines 5 et 7.

Le GT social EEE se réunira le 6 janvier afin d'asseoir les derniers réglages concernant les check list des contrôleurs d'essai, facilitateurs,... qui seront ensuite soumises à l'avis du prochain CT (prévu le 3 février).

Les OS sont le baromètre de la salle de contrôle et la chef de centre ne doit pas l'oublier... Le CT est le lieu où les OS portent et défendent les positions des personnels et elles doivent pouvoir le faire. Le rôle de l'administration n'est pas de les en empêcher par une rigidité à son seul avantage, sinon c'est le fonctionnement du dialogue social qui est alors remis en cause. Rendez vous en 2012 pour voir si le message passe...

De très bonnes fêtes de fin d'année à tous.

L'UNSA-ICNA au service des ICNA.

**Notre site www.icna.fr
Nous contacter à lfrr@icna.fr**